

Sud

TRAVAIL
AFFAIRES
SOCIALES

Union
syndicale
Solidaires

12, bd de Bonne Nouvelle 75010 PARIS
tel : 01 44 79 31 65, 69 Fax : 01 44 79 31 72
site intranet: www.intracom.travail.gouv.fr
syndicat.sud1@sud.travail.gouv.fr

tout va mieux

Numéro 42 MAI 2007

Situation à la DDTEFP Meurthe et Moselle

Pour le meilleur, enfin... surtout pour le pire

Juin 2005. Direction départementale sans histoire, présentant bien, calme, aimant son travail, cherche directrice pour vivre relation sincère, respectueuse et durable et plus si affinités.

Forcément on a reçu des réponses à notre annonce, enfin, pas nous directement, l'administration s'est chargée de nous dégouter la candidate idéale. Et sur le papier de son CV qu'elle nous a brandi dès la première rencontre, ça semblait pas mal. En charge de plein de missions, de plein de personnel, elle s'était occupée des plus grands plans sociaux possibles...

On a quand même eu un doute, la mariée paraissait trop belle. Mais on s'est laissé convaincre et l'administration nous a marié le 1^{er} juillet 2005...

Après le premier été passé ensemble, on avait déjà compris notre douleur. La lune de miel a eu un goût de fiel. Depuis et malgré nos efforts pour que la situation s'améliore, elle s'accroche, elle refuse la séparation qui nous permettrait de nouveau de vivre normalement.

Finalement si c'est ça le mariage : le mépris, les insultes, les réprimandes, les ordres et contre ordres, la peur de l'autre, franchement on n'en veut plus ! On n'en peut plus !



Ses ex et ce qu'on ne nous avait pas dit.

Des agents de la DD ANPE Metz Trois Frontières se souviennent encore aujourd'hui du passage de la directrice. Ils nous ont raconté ses crises, son autoritarisme, ses coups immobiliers, ses caprices et finalement leurs médicaments, leurs dépressions, leurs arrêts. Ils nous ont dit aussi qu'aujourd'hui leur collectif de travail en garde encore des traces.

A la DRTEFP de Lorraine, des agents nous ont décrit son mépris, ses caprices, ses insultes. Aujourd'hui, lorsqu'ils la croisent dans les services, ils l'évitent.

De même à la DDTEFP du Lot et Garonne. Des agents nous ont raconté comment elle avait monté les agents les uns contre les autres pour servir son ambition personnelle. Ils en gardent un souvenir troublé et se réjouissent qu'elle soit à près d'un millier de kilomètres d'eux aujourd'hui.

Bref, y'avait un passif, l'administration ne nous en avait rien dit, mais bon elle devait avoir changé...

Entre nous, ça ne marchait pas mieux. Et au bout d'un an, l'heure était déjà au bilan.

La souffrance au travail est établie par les résultats de l'enquête de l'intersyndicale unanime conclue en octobre 2006 et à laquelle une quarantaine d'agents a contribué.

Ils se sont confiés, ont dénoncé ce qu'ils subissent : « invectives ; dénigrement ; crises; tâches à rendre dans un délai intenable ; ignorance et mépris des procédures », ils ont exprimé désarroi, ou peur pour soi-même ou les autres. Le comportement de la directrice est décrit comme agressif : « humiliations - brimades publiques ; elle est provocatrice ; elle déstabilise ; elle impressionne ; ordres et contre-ordres se succèdent ; condescendance ; elle vocifère... »

Pour tous, chacune de ses absences est un soulagement.

Les propos de la directrice qui sont rapportés sont violents : « je vais vous remettre au travail ; nullités ; ringards ; navets ; toquards ; connasses... »

Les conséquences sur la santé des agents sont manifestes : « des agents quittent les

réunions en pleurs ; état de stress et de souffrance ; incapacité de parler ; recherche de solitude ; sentiment d'être dévalorisés ; les agents sont abattus »

On l'alerte, on lui parle, on dénonce son comportement, rien n'y fait. De son point de vue tout va bien, elle rejette, nie l'évidence, refuse d'entendre le mal être des agents et parfois même avec ironie et sarcasmes. C'est la faute des autres, de tous les autres, qui sont soit fragiles, soit incompetents. Elle est mal assistée. Aucun moyen de lui faire comprendre qu'elle a un problème avec la collectivité de travail.

Elle ne joue aucun rôle d'apaisement. Au contraire, elle monte les agents les uns contre les autres, méprise les syndicats, ignore toutes les manifestations de souffrance (déclarations, arrêts de travail, éléments médicaux...)

Paumés, secoués on décide alors d'en parler aux copains puis d'aller voir ses parents.

Puisque le dialogue direct avec elle ne donne rien, les OS unanimes décident d'agir dans le cadre des instances représentatives et d'alerter tous les niveaux de l'administration.

- après une action syndicale exercée à titre préventif et dans le fonctionnement des instances représentatives du personnel de juin 2006 à mars 2007,

- après 6 réunions du CHSR, 2 réunions du CTPR, la saisie du CHS Ministériel,

- après le refus de l'administration centrale et régionale de donner suite à un vote de l'intersyndicale unanime au CHSM le 23 novembre 2006 et au CHSR, décidant du recours à un expert agréé,

- après le rejet par tous les niveaux de l'administration des résultats de l'enquête intersyndicale,

- après un rapport de l'IHS, connu en décembre 2006, établissant l'existence de facteurs de risques de souffrance au travail à la DDTEFP 54, mais désignant l'ensemble de l'encadrement comme responsable !!!

Nous constatons que **la prévention a échoué**. Rien n'a permis ni la prise en compte de la souffrance au travail ni la recherche de solutions. L'Administration, à tous les niveaux, a refusé d'agir.

On demande l'aide d'un conseiller conjugal, elle s'offusque, refuse et ses parents aussi.

Les CHS ministériel et régional votent à l'unanimité syndicale la désignation d'un expert agréé avec la mission d'examiner les causes de la souffrance au travail à la DDTEFP de Meurthe-et-Moselle.

Les résolutions des OS nationales sont balayées.

Soutenue par sa hiérarchie, elle nous apprend un beau jour qu'elle a décidé de s'offrir les services d'un consultant pour la bagatelle de 45 000 euros, financés par la DR et la DD. Comble de l'ironie, elle décidera elle-même de l'étendue de la mission de son « coach »

Puisque ses parents sont bien contents de l'avoir casée et ne souhaitent visiblement pas la récupérer, on fait désormais chambre à part.

Depuis janvier 2007, la prévention a échoué, les conséquences de son comportement sont manifestes. L'ambiance et les conditions de travail sont très dégradées. Elles sont vécues comme « pénibles, pesantes, insupportables ». Les heurts entre collègues se multiplient. Pour beaucoup, il est devenu impossible de travailler encore ensemble.

6 agents ont été en arrêt de travail depuis janvier 2007, ils ont tous consigné une déclaration dans le registre « Hygiène et Sécurité » 3 ont demandé leur mutation.

8 chefs de service sur 11 ont rejeté par écrit le 8 janvier les accusations portées contre eux par l'IHS sans fondement ni enquête.

50 agents, sur une soixantaine concernés, ont soutenu leur position par pétition.

Le 8 mars, nous sommes retournés en réunion OS/DD. RIEN n'a fait bouger la position de la directrice : ses décisions sont prises, inutile de discuter et son comportement avec nous est toujours aussi méprisant.

Elle continue à attaquer, à accuser certains agents d'en exclure d'autres...

Elle ajoute que certains sont à la limite du harcèlement... Elle se réjouit que des accusations émanent d'agents ne travaillant pas directement avec elle... Elle porte des accusations publiques sans avoir entendu les agents concernés...

Pour elle, chefs de service et syndicats c'est pareil, « trois d'entre eux au moins sont à la CGT »...

On note avec intérêt qu'elle déclare être la seule responsable de l'hygiène sécurité à la DD !

Au CHSR du 29 mars 2007, le médecin de prévention évoque 28 visites médicales effectuées depuis janvier 2007 (du jamais vu !) Tous les agents lui « parlent spontanément d'un climat qui n'est plus propice à un travail serein ». Elle décrit « un contexte général défavorable, des tensions, pressions, suspicions qui permet à des situations particulières d'éclorre ». Elle déclare « des niveaux d'atteinte à la santé psychologique avec des phénomènes de décompensation »

Le 12 avril, 10 agents sur 12 participant habituellement aux réunions des chefs de

service écrivent qu'ils n'iront plus, trop dur et inutile. Ils refusent la souffrance provoquée par ces réunions et dénoncent le comportement de la directrice.

Le 23 avril, elle écrit à une collègue (40 ans d'ancienneté), en arrêt maladie à 2 mois de la retraite pour lui interdire de mettre les pieds à la DDTEFP.



Enfin on comprend ce qu'elle et ses parents veulent, qu'on la garde, qu'on l'écoute, l'admire mais surtout qu'on se taise... et surtout qu'on souffre en silence !!!

Les pressions sur les personnes, sur les représentants du personnel sont terribles. Les menaces de plaintes sont fréquentes, c'est du « terrorisme intellectuel »...

Et bien évidemment, tout ça c'est de notre faute.

En vrac, on nous reproche :

Une cabale syndicale.

D'avoir voulu sa tête depuis son arrivée.

De faire de « l'empilage millimétrique ». On ne comprend rien, ce ne sont certainement qu'erreurs et maladroites.

De vouloir gérer la DDTEFP nous mêmes.

De ne pas supporter un management « actif »

Nous, on n'a jamais eu de souci avec nos ex.

Pourtant, on n'a forcé personne, ni les agents, ni le médecin de prévention, ni l'IHS, ni les chefs de service à apporter des éléments qui vont tous dans le même sens.

Elle n'a juste pas eu de chance, être seule à avoir raison contre 80 agents incompétents, fourbes et déloyaux.

Tout ce qu'on veut c'est travailler sereinement, dignement, correctement, dans des conditions normales, sans devoir toujours se demander ce qui va nous tomber dessus...

Mai 2007. Direction départementale, non fumeur, brisée par la vie, stressée, malmenée, aspire à se reconstruire, à retrouver motivation, sens du travail, pour vivre une relation durable dans le respect et la dignité. Annonce sérieuse, candidature déloyale et malhonnête s'abstenir.



SUD TAS et la CGT de la région Lorraine ont déposé un préavis de grève régionale pour le 24 mai 2007 pour que cette situation de travail cesse. Toute forme de soutien est la bienvenue.